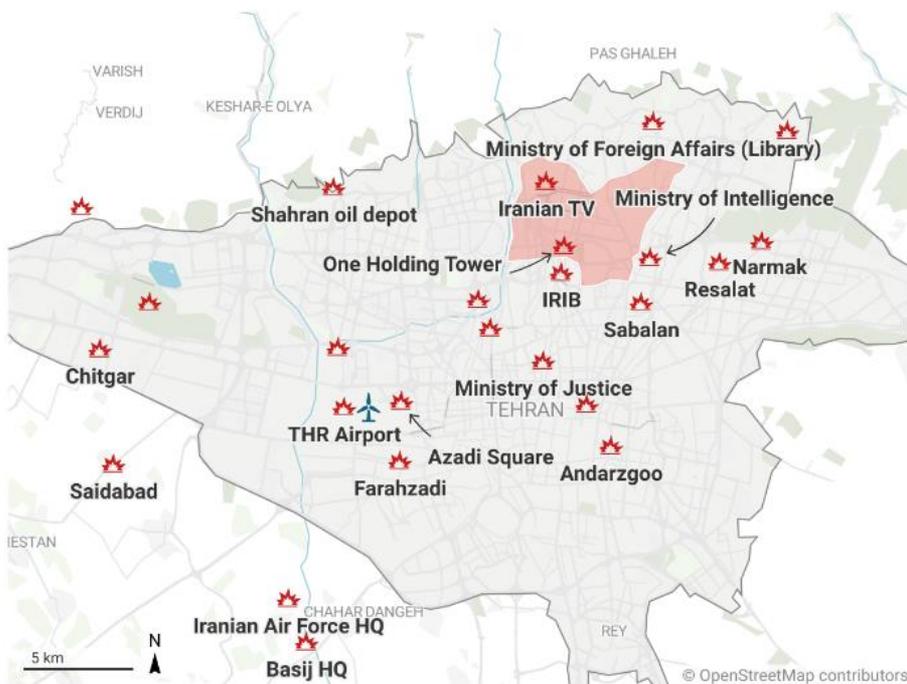


## Contexte & derniers développements

Israël a lancé le 13 juin une **vaste campagne militaire contre des infrastructures vitales et des sites stratégiques iraniens**. Celle-ci a fortement visé la région de Téhéran mais aussi celles de Kermanshah, Ispahan, Shiraz, Tabriz, Qom et Mashhad. Un **tiers des lanceurs de missiles iraniens et 15 000 centrifugeuses du site nucléaire de Natanz** auraient été détruits, d'après l'armée israélienne et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et au moins 224 personnes ont été tuées à travers l'Iran, selon le dernier bilan officiel. D'abord concentrées sur des cibles militaires, notamment des bases et des commandants de l'armée et des Gardiens de la Révolution (IRGC), les **opérations israéliennes se sont étendues à des lieux de pouvoir et des cibles civiles**. Le 16 juin, le siège de la télévision d'Etat iranienne, IRIB, a été bombardé tandis qu'une cyberattaque massive affecte le 17 juin la banque Sepah, l'une des principales banques publiques du pays.

### Tehran Region

Confirmed Israeli strikes since June 13, 2025



#### Légende



Confirmed Israeli strikes



Tehran

District 3: administrative district with government buildings, foreign embassies. One of Israel's prime targets.

Data as of June 17, 2025 at 14:30 UTC+2

Map: Scutum Security First (SSF) • Created with Datawrapper

Les représailles iraniennes, s'étant pour l'heure uniquement matérialisées par des **tirs de salves de missiles** plus ou moins intenses en direction du centre et du nord d'Israël, principalement les régions de **Tel Aviv** et **Haïfa**, ont quant à elles fait 24 morts.

### Tel Aviv Region

Confirmed Iranian strikes since June 13, 2025



Ainsi, les *proxies* de la République islamique dans la région, dont le **Hezbollah au Liban et les Houthi au Yémen**, n'ont pour l'heure **pas exprimé de signe concret de solidarité avec l'Iran**, à l'exception d'un tir de missile rapporté depuis le Yémen. Ceci peut d'une part indiquer que ces groupes se recentrent sur des objectifs nationaux après avoir été significativement affaiblis par deux mois de guerre à l'initiative d'Israël au Liban pour le Hezbollah (septembre – novembre 2024) et par une campagne massive de bombardements par l'armée américaine pour les Houthi (mars - avril 2025). D'autre part, l'apparent **isolement iranien dans cette escalade avec Israël** suggère l'entrée du régime dans une **logique de survie** qui s'était progressivement amorcée ces derniers mois avec l'ostracisation de ces alliés régionaux dans les offensives militaires israéliennes successives, particulièrement en Syrie et au Liban, ayant permis la chute du régime de Bachar al-Assad et l'immobilisation militaire du Hezbollah.

Dans cette configuration, le régime iranien est aujourd'hui privé des forces de frappe dont il disposait il y a encore quelques mois au Proche-Orient et apparaît comme **tributaire des objectifs de guerre israéliens**, qui restent par ailleurs indéterminés. L'un des appuis opérationnels dont pourrait bénéficier Téhéran à court terme est celui des milices chiïtes lui étant acquises en **Irak**, dont les Kataëb Hezbollah, qui n'entendent pas pour l'heure s'immiscer dans le conflit Israël-Iran mais tentent de dissuader les Etats-Unis d'y entrer. Le secrétaire général des Kataëb Hezbollah a ainsi dernièrement déclaré : « *si l'Amérique intervient dans la guerre, nous agirons directement contre ses intérêts et ses bases réparties dans toute la région sans hésitation* ». Sur le terrain irakien, une telle hypothèse aurait pour effet soit de précipiter le retrait des troupes américaines, soit de contraindre ces dernières à se réengager dans un conflit que l'administration Trump ne souhaite pas rouvrir.

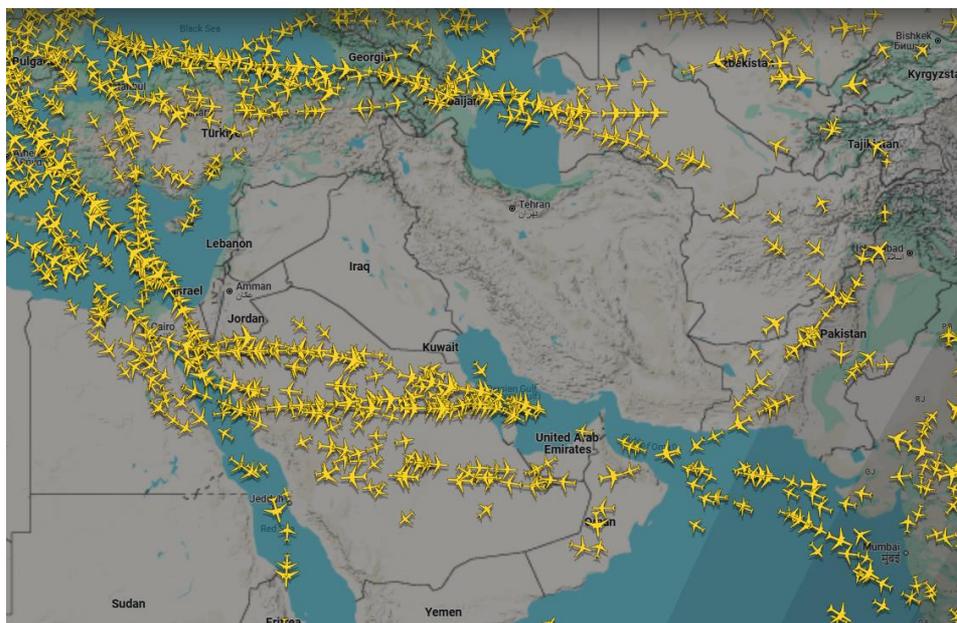
## Etat des lieux des risques

Dans ce contexte régional significativement volatile, des **risques émergents et fluctuants** sont à prendre en compte dans plusieurs pays de la région au cours des prochaines semaines :

### Risque de perturbations du trafic aérien

Outre Israël et l'Iran, les pays de la région majoritairement concernés par les risques de **suspension ou de report des vols** (à l'initiative des compagnies aériennes) et de **fermeture des espaces aériens** (à l'initiative des Etats) sont : **le Liban, la Jordanie, la Syrie, l'Irak et les pays du Golfe**. Au 17 juin, les espaces aériens israélien et iranien demeurent entièrement fermés depuis le 13 juin tandis que ceux de la **Syrie** et de l'**Irak** sont **partiellement fermés** en raison de leur violation répétée à la fois par Israël et l'Iran. A ce titre, l'Irak, dont l'aéroport de Bagdad continue de supprimer la majorité de ses vols prévus alors que celui de Bassorah a tout juste rouvert le 17 juin, a rapporté les violations de son espace aérien auprès du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les espaces aériens des autres pays précités sont ouverts mais subissent des **reports ou annulations de vols**, parfois sans préavis. Plusieurs compagnies européennes (**Lufthansa, Transavia**), turques (**Turkish Airlines, Pegasus**) et **Emirates**, ne desservent pour l'heure plus les **aéroports de Beyrouth (Liban) et Amman (Jordanie)**.



Etat du trafic aérien régional au 17 juin 2025 (17:00 UTC)

### Risque de mobilisations

Si les déstabilisations entrainées par le conflit en cours venaient à durer, les mobilisations, voire les **démonstrations de force des groupes régionaux soutenant l'Iran** pourraient se multiplier, particulièrement en Irak et au Liban. Des rassemblements spontanés ont ainsi été rapportés dans la banlieue sud de Beyrouth le 13 juin au soir tandis que plusieurs mobilisations pro-Iran ont été organisées dans les centres urbains irakiens ces derniers jours, dont l'une devant l'ambassade américaine à Bagdad le 16.

En fonction de l'évolution de la situation, ces **rassemblements pourraient s'étendre à d'autres pays** en s'insérant plus largement dans une posture d'opposition à l'expansion de l'interventionnisme d'Israël dans la région.

### Menace terroriste

Bien que l'Iran et ses principales *proxies* aient quelque peu mis de côté ces dernières années le recours aux attaques terroristes – celui-ci n'apparaissant plus utile dans l'atteinte de leurs objectifs stratégiques après des attentats très marquants conduits dans les années 1980, 1990 et jusqu'au début des années 2000 -, cette **capacité de nuisance** pourrait être à nouveau utilisée dans un contexte leur étant défavorable. Qu'il s'agisse de l'échelle régionale ou internationale, la République islamique et ses alliés disposent toujours d'un réseau d'influence susceptible de leur permettre de **prendre pour cible les intérêts israéliens à travers le monde, ou les intérêts occidentaux au Moyen-Orient**.

## Recommandations

**Jordanie et Liban** : considérer par précaution un **report des déplacements** non impératifs. Dans ces pays, se **tenir à l'écart des rassemblements**, faire preuve de vigilance aux abords des intérêts diplomatiques occidentaux. Se **mettre à l'abri** en cas d'alerte aérienne ou de constations de passages de projectiles aériens. Au Liban, continuer d'éviter le sud de la capitale et le sud du pays.

**Irak et Syrie** : il est recommandé de reporter les déplacements.

**Pays du Golfe** (Arabie saoudite, Qatar, Bahreïn, Koweït, Emirats arabes unis, Oman) : possibilité de maintenir les déplacements. S'assurer de disposer d'une certaine **flexibilité** (logement, etc.) en cas de reports, d'annulations de vols ou de fermetures d'espaces aériens.

**Israël** : se rapprocher des autorités diplomatiques pour toute assistance ou demande d'évacuation. Au vu de la fermeture de l'espace aérien, les **évacuations terrestres sont possibles vers la Jordanie** via les trois points de passage existant (King Hussein / Allenby, Sheikh Hussein / Bet Shean et Wadi Araba) à des horaires définis. Dans le pays, se **mettre strictement à l'abri à chaque alerte aérienne**, également annoncée par l'application **Tzofar** ([Google Play](#) & [App Store](#)).

**Iran** : se rapprocher des autorités diplomatiques, l'évacuation étant fortement recommandée.